

Premier test social

Pour la Droite et le MEDEF, trois chantiers apparaissent prioritaires :

- *limiter la hausse des salaires. Dans ce domaine, l'Etat donne le « la » avec la décision du ministre de la Fonction Publique de limiter à 1% pour 2005 la progression des salaires des fonctionnaires, tandis que sous prétexte de « ramener vers l'activité les allocataires de minima sociaux » (remarquons que le président de la République a choisi sciemment le terme d'activité plutôt que celui d'emploi), la loi dite de cohésion sociale favorise l'introduction d'un sous-SMIC.*
- *s'attaquer aux aspects du Code du travail les plus protecteurs pour les salariés, notamment en matière de temps de travail (remis en cause de la RTT), de modulation du temps de travail et de licenciements*
- *privatiser les services publics marchands en aidant à « développer la concurrence » (après France Télécom, la SNCF, EDF et la Poste) et réduire à terme les fonctions de l'Etat à « celles qui ont pour objet d'assurer son intégrité territoriale », formulation figurant dans le projet de Constitution européenne.*

Pour y réussir, la Droite et le MEDEF comptent toujours sur l'accumulation des échecs des mobilisations sociales, de la « réforme » des retraites, à celle de la protection sociale ou des 35 heures, et sur leur lot de démoralisation. Et, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'aucune démonstration n'a été faite, depuis la rentrée de septembre, d'une réelle volonté de s'y opposer.

Plusieurs journées nationales d'actions intersyndicales sont annoncées courant janvier : à **La Poste le 18**, puis à **la SNCF le 19**, et **dans la Fonction Publique le 20**.

Cet émiettement n'est pas la meilleure façon de redonner confiance dans les mobilisations aux salariés. Ni d'imposer des reculs au Gouvernement et au patronat.

A l'instar de ce qui a été réalisé en novembre dernier en Italie, les Alternatifs estiment souhaitable et nécessaire un appel intersyndical à une action interprofessionnelle de grève et de manifestations contre la politique gouvernementale et les attaques du MEDEF, pour la défense de l'emploi, du pouvoir d'achat et de services publics, comme première étape de l'affrontement nécessaire.

Il est donc nécessaire que ces journées se traduisent par des manifestations et une participation à la grève significatives. Oui, il est nécessaire que l'ensemble des fonctionnaires et les salariés de droit privé des services publics - de plus en plus nombreux - se mobilisent ensemble pour exiger le maintien intégral du pouvoir d'achat et la revalorisation des salaires. Il est aussi nécessaire que public et privé convergent pour défendre la RTT, que l'ensemble des organisations syndicales contribuent à une mobilisation d'ensemble, à la différence de ce qui s'est passé pour la défense de la Sécu.

L'organisation d'assemblées du personnel pour préparer ces journées, la tenue d'AG de grévistes des différents services publics le jeudi 20 janvier peuvent aider à mettre en commun les vécus et expériences spécifiques et, surtout, à réfléchir ensemble aux initiatives susceptibles de sortir le monde du travail de son atonie actuelle, en retrouvant le chemin de la mobilisation interprofessionnelle reconductible.



40, rue de Malte 75011 Paris
contact@alternatifs.org - www.alternatifs.org

NOM :PRENOM :

ADRESSE :

ADRESSE ELECTRONIQUE :

JE SOUHAITE RECEVOIR DES INFORMATIONS SUR LES ALTERNATIFS

Non au traité constitutionnel européen

Ce non doit être celui de toutes celles et ceux qui, à un titre ou à un autre, défendent les droits des salarié-e-s, les droits des femmes, l'écologie. Il ne s'agit pas de voter pour des candidats ou un programme, il ne s'agit pas d'une consultation électorale courante, mais de se prononcer sur des valeurs et des orientations donnant la priorité au profit et qui sont une déclaration de guerre au monde du travail, aux droits des femmes, à l'écologie.

Chacun a sa place dans ce combat, en toute indépendance, avec ses motivations et sa personnalité propre. La prise de position de la Confédération paysanne en faveur du non, la décision prise par les adhérentes et adhérents d'ATTAC de rejeter ce projet, la position de nombreuses organisations politiques (Alternatifs, A.L., LCR, MARS, PCF) et syndicales (Solidaires, plusieurs structures de la CGT) vont dans ce sens. Au sein des Verts et du PS, de nombreux adhérents se prononcent aussi pour le NON. La victoire sera commune.

Le contenu du projet conforte la politique que nous subissons : augmentation du temps de travail, privatisations, chômage, attaques contre les droits des femmes et le code du travail. Il n'est pas exagéré de parler de constitution du MEDEF. Et le modèle de développement de l'Europe du « libéralisme » c'est la marchandisation de tous les aspects de la vie.

La création de collectifs unitaires pour un non de gauche permet à toutes celles et tous ceux qui le désirent de se retrouver et d'agir. Les Alternatifs proposent que ces collectifs ne se contentent pas de réunir des organisations mais s'ouvrent aux citoyennes et citoyens qui à partir de leur motivations propres, rejettent ce projet et veulent agir pour un non de gauche, et que ce non de gauche s'accompagne de propositions pour une autre Europe. Ainsi se développera une démarche permettant de faire de la politique en la restituant aux citoyennes et citoyens.

L'importance de l'enjeu, les perspectives qu'ouvrirait la victoire d'un non de gauche en France, doivent nous donner l'énergie d'affronter ensemble l'immense machine de propagande du oui, et la volonté de sortir des sentiers battus pour que se rassemblent, dans leur diversité, toutes celles et ceux sur lesquels le capitalisme s'apprête à frapper fort.

***Pour une Europe sociale, écolo,
féministe et démocratique***

NON

au traité constitutionnel

SOLIDARITÉS ÉCOLOGIE
les alternatifs
FÉMINISME AUTOGESTION

40, rue de Malte 75011 Paris
tél 01 43 57 44 80 fax 01 43 57 64 50
contact@alternatifs.org <http://www.alternatifs.org>